RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

EPAU GROUPEMENT D'INTÉRÊT PUBLIC
L'Europe des Projets Architecturaux et Urbains

ATELIER NATIONAL | COMPTE-RENDU

LA QUESTION SOCIALE À L'ÉPREUVE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

Deuxième séance du 19 juin 2025 à Caen

POPSU transitions

Le programme de recherche-action *POPSU Transitions* se déploie dans 23 plateformes qui observent, documentent et accompagnent la manière dont les principales agglomérations urbaines françaises, appréhendées à l'échelle du grand territoire dans lequel elles s'insèrent, se saisissent des enjeux de la transition socio-écologique – dans ses différentes composantes et interactions avec les enjeux sociaux, économiques culturels et démocratiques – et y répondent.

Les ateliers nationaux de *POPSU Transitions* s'adressent à l'ensemble de la communauté mobilisée par les plateformes, dont celle des doctorantes et doctorants. Ils reposent sur la présentation et la mise en discussion des travaux réalisés par les plateformes locales sur des enjeux transversaux identifiés par les responsables scientifiques nationaux. Les cinq ateliers nationaux constituent autant de lieu de débats sur les contenus produits par les équipes en confrontant les questions de recherche aux objets des politiques publiques mises en œuvre par les collectivités locales. La comparaison permise par les ateliers nationaux enrichit les études de cas monographiques et permet de construire un propos de portée plus générale. Ils mobilisent une variété de formats, tant pour les séances (séminaires uniques ou récurents) que pour les modalités de valorisation. Chaque séance fait notamment l'objet d'un compte-rendu largement diffusé.

Retrouvez le programme d'animation transversale sur notre site
popsu.archi.fr

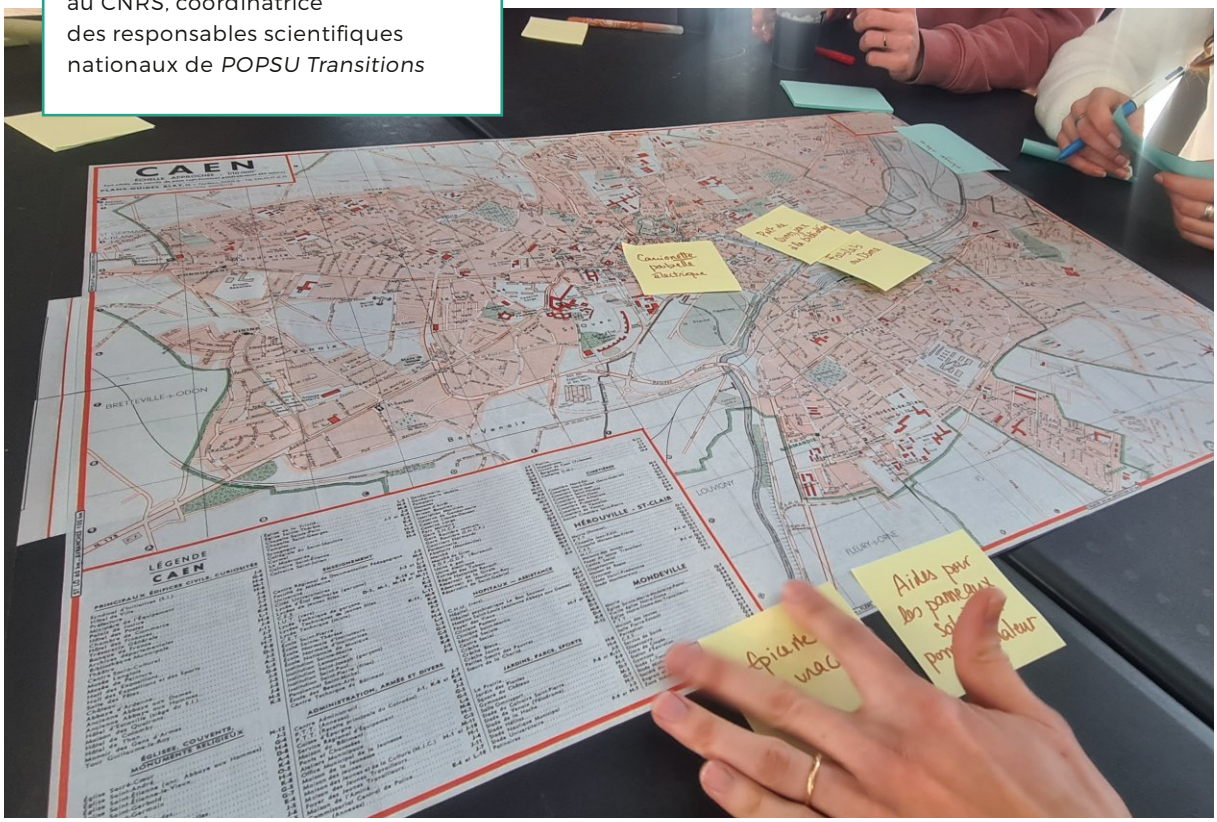
ATELIER

LA QUESTION SOCIALE À L'ÉPREUVE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

La transition socio-écologique suppose que l'ensemble des citoyens et citoyennes en soit partie prenante et qu'elle réponde à une exigence de justice sociale quant à l'effort demandé à chacun et chacune. Cette question est assez peu traitée par les plateformes et globalement moins présente dans les travaux de recherche. C'est pourquoi il a été décidé d'en faire le thème d'un des ateliers nationaux afin de la réintroduire et de la mettre à l'agenda de nos travaux.

RESPONSABLE SCIENTIFIQUE

Marie-Christine Jaillet
directrice de recherche émérite au CNRS, coordinatrice des responsables scientifiques nationaux de *POPSU Transitions*



Thimoté Lebrun / Le Dôme Caen

COMPTE-RENDU

DEUXIÈME SÉANCE DU 19 JUIN 2025

ORGANISATION ET ANIMATION DE LA SÉANCE

Marie-Christine Jaillet
CNRS, coordinatrice
des responsables scientifiques
nationaux de *POPSU Transitions*

Guillaume Lacroix, directeur du programme *POPSU Transitions*

Frédérick Lemarchand, professeur à l'Université de Caen Normandie, référent scientifique de *POPSU* Caen

Louis Lasnon, doctorant en sociologie et aménagement de l'espace, Université de Caen Normandie, Chaire Arpenter, coordinateur scientifique *POPSU* Caen

Nathalie Montigné, référente technique de *POPSU Transitions* à la Ville de Caen

RÉDACTION DU COMPTE-RENDU

Louis Lasnon, doctorant en sociologie et aménagement de l'espace, Université de Caen Normandie, Chaire Arpenter, coordinateur scientifique *POPSU* Caen

Après une séance introductive en ligne le 30 janvier 2025 et une première rencontre à Dijon le 8 avril 2025, la deuxième séance de l'atelier national *POPSU Transitions* s'est tenue à Caen le 19 juin 2025. La séance a été co-organisée avec la plateforme *POPSU Transitions* de Caen. Elle s'inscrivait localement dans le cadre des « Journées des quartiers en transition » et du Millénaire de la Ville de Caen, qui fait de la ville un laboratoire d'expérimentation en matière de redirection écologique.

La journée, accueillie au Dôme, a réuni des chercheurs, élus, praticiens et associations locales autour d'une interrogation centrale : **comment embarquer les citoyens dans les transitions socio-écologiques, en tenant compte des inégalités sociales et territoriales ?**

La matinée de l'atelier a permis de poser les fondations de la réflexion, en croisant cadrages politiques et scientifiques avec des recherches de terrain et des retours d'expérience interterritoriaux. Les interventions ont mis en lumière la nécessité de penser la transition écologique à partir des réalités sociales vécues – précarité énergétique, pratiques ordinaires de sobriété, expérimentations low-tech – tout en analysant les recompositions institutionnelles et coopératives qu'elle impose aux territoires. L'ensemble des échanges a rappelé que la transition ne peut réussir qu'à la condition d'articuler justice sociale, participation citoyenne et innovation collective.

L'après-midi a été consacré à un temps de travail interne réunissant l'ensemble de l'équipe *POPSU* Caen. Ce moment a permis de revenir de manière critique sur les trois axes de recherche présentés le matin, d'identifier les complémentarités entre eux et d'explorer les pistes de poursuite et de valorisation des travaux. Les échanges ont porté à la fois sur les enseignements scientifiques (enjeux de justice sociale, sobriété, pratiques ordinaires) et sur les perspectives opérationnelles, en lien avec les acteurs locaux et les politiques publiques. Cette séquence a ainsi ouvert la voie à une réflexion partagée sur la manière d'ancrer durablement les résultats dans les dynamiques territoriales et de nourrir les futures étapes de l'atelier national *POPSU Transitions*.

MATINÉE : PENSER ENSEMBLE LES INÉGALITÉS SOCIALES ET LES DYNAMIQUES TERRITORIALES DE LA TRANSITION

Ouverture

Intervenants
Nicolas Escach, maire-adjoint de la ville de Caen (Ville durable et Transition écologique)
Guillaume Lacroix, directeur du programme *POPSU Transitions*
Marie-Christine Jaillet, coordinatrice des responsables scientifiques nationaux de *POPSU Transitions* et responsable scientifique de l'atelier national sur la question sociale

Pour Nicolas Escach, l'enjeu central était de rappeler le double défi auquel font face les collectivités :

- un défi environnemental, marqué par l'urgence climatique, la raréfaction des ressources et la fragilité des politiques publiques ;
- un défi social, lié à la précarité énergétique (26 % des ménages de Caen la Mer concernés), à la difficulté d'accès à l'alimentation, au logement et à l'emploi, ainsi qu'aux inégalités de santé.

Les notions clés mobilisées sont celles d'écologie populaire, de justice sociale et de démocratie contributive. L'objectif est de « faire commune » en redonnant de la capacité d'agir aux habitants et en développant une écologie du quotidien, proche des réalités vécues. La plateforme de Caen se distingue par son ancrage à l'échelle de la ville et des quartiers, avec un travail spécifique sur l'énergie (low-tech, communs énergétiques, lieux relais de transition).

Pour Guillaume Lacroix, la séance de Caen s'inscrivait dans la continuité de l'atelier national *POPSU Transitions*. Après la séance à Dijon le 8 avril 2025 (écologie ordinaire et pratiques quotidiennes), la séance à Caen doit éclairer la question de la participation et de la négociation démocratique, avant la séance à Lille le 16 octobre (justice socio-spatiale). Une séance de capitalisation sera organisée le 21 novembre à Paris la Défense pour discuter des enseignements transversaux et décider d'un format de restitution. Il a insisté sur l'importance de l'ancrage local : les ateliers nationaux doivent partir des réalités vécues dans les plateformes, pour éviter des réflexions « hors sol ».

Pour Marie-Christine Jaillet, cet atelier a permis de souligner la nécessité absolue de lier question sociale et question environnementale dans les transitions. La question sociale reste trop souvent marginalisée, alors qu'elle conditionne l'adhésion des habitants. Les notions de justice sociale, de justice socio-spatiale et de négociation démocratique sont apparues centrales : il ne s'agit pas seulement de participation, mais bien de contribution et de co-construction, dans une logique de réciprocité entre habitants et institutions.

Trois enseignements transversaux des programmes *POPSU* et des séances précédentes de l'atelier national ont été mis en avant :

1. La transition ne peut être réduite à une approche comportementale centrée sur les individus-consommateurs : il faut réintroduire les rapports sociaux et collectifs dans l'analyse.
2. Les dispositifs classiques de participation doivent évoluer vers une logique de contribution et de négociation, reconnaissant les savoirs d'usage et les conflits comme parties intégrantes des transitions.
3. L'ancrage territorial est déterminant : la transition doit être étudiée et mise en œuvre *in situ*, dans les quartiers, au plus près des habitants.

Enfin, cette séance a été replacée dans la perspective du Campus *POPSU* 2025, qui portera sur le thème « Visible/Invisible » et qui sera l'occasion de rendre visible la question sociale dans les transitions socio-écologiques.

PREMIÈRE SÉQUENCE
Présentation des travaux de la plateforme de Caen

Le premier temps de la matinée a permis de présenter les travaux de la plateforme *POPSU Transitions* de Caen, organisés autour de trois axes complémentaires :

- le premier sur les quartiers populaires et la réciprocité entre institutions et habitants ;
- le deuxième sur le passage du béhaviorisme aux communs énergétiques ;
- le troisième sur les conditions d'une sobriété choisie à travers les pratiques low-tech.

Ces axes convergent vers plusieurs enseignements :

- les habitants développent déjà des pratiques ordinaires de sobriété, souvent liées à la débrouille et à l'adaptation ;
- les inégalités sociales et territoriales pèsent lourdement sur la capacité à s'engager dans la transition ;
- il faut dépasser une logique où l'on cherche seulement à « embarquer » les citoyens, pour reconnaître que les institutions doivent aussi être embarquées par les habitants et leurs savoirs d'usage.

Ces recherches invitent à penser la transition écologique comme une trajectoire collective et négociée, au croisement des réalités sociales, territoriales et environnementales.

Introduction

Intervenant
Frédérick Lemarchand, professeur à l'Université de Caen Normandie, référent scientifique de POPSU Caen

L'introduction scientifique de la matinée a été assurée par Frédérick Lemarchand. Son intervention visait à replacer les travaux de Caen dans une perspective historique et anthropologique, en insistant sur la manière dont nos représentations de l'écologie et de la sobriété se sont construites.

L'enjeu central était de comprendre comment la notion de sobriété est passée d'une valeur collective imposée (au Moyen Âge, la modération et l'autolimitation étaient inscrites dans des règles sociales et religieuses) à un impératif individuel contemporain, difficilement accepté car souvent perçu comme une contrainte ou une perte de confort.

Frédérick Lemarchand a montré que la crise écologique ne peut être réduite à une affaire technique ou économique : elle touche à la culture, aux imaginaires sociaux et aux modes de vie.

L'intervention a également souligné les risques d'injustice sociale :

- Les plus précaires connaissent déjà une sobriété « subie » (contraintes sur la mobilité, le chauffage, la consommation).
- À l'inverse, les classes moyennes et supérieures bénéficient encore largement d'une consommation abondante. Leur mobilisation vers une sobriété « choisie » est donc un enjeu central de justice.

Cette réflexion a ouvert un questionnement transversal : la transition ne peut pas être une simple addition de comportements individuels. Elle doit être pensée comme une trajectoire collective et politique, où les habitants, les institutions et les chercheurs négocient ensemble de nouvelles normes sociales et écologiques.

En conclusion, Frédérick Lemarchand a rappelé que la sobriété ne pouvait pas être seulement un objectif technique : elle constitue une transformation anthropologique et culturelle, qui suppose de réinterroger nos valeurs, nos habitudes et nos manières de faire société.

Discussion

La discussion a rebondi sur l'idée que la sobriété est déjà vécue au quotidien par les plus précaires, mais sous une forme contrainte et injuste. Plusieurs interventions ont interrogé la possibilité d'en faire une sobriété choisie et désirable. Une question a porté sur la manière de transformer une contrainte vécue (chauffage limité, mobilité restreinte) en opportunité collective. Un participant a rappelé que la sobriété ne pouvait être « heureuse » que si elle était accompagnée de politiques de redistribution, faute de quoi elle accentuerait les inégalités.

Axe 1 – Droit à la transition et inégalités sociales

Intervenant
Arnaud Morange, maître de conférences en sociologie, Institut régional du travail social, Caen – *POPSU* Caen

L'enjeu central de ce premier axe était de comprendre les modalités d'engagement écologique dans un quartier populaire de Caen, d'analyser le rapport des habitants aux questions environnementales et énergétiques, et d'identifier les freins et leviers pouvant favoriser leur participation à la transition. Les notions clés mobilisées sont celles de justice sociale, d'écologie populaire et de réciprocité entre institutions et habitants.
Le travail de ce premier axe s'appuie sur une enquête ethnographique qualitative menée par Arnaud Morange dans le quartier prioritaire de la Pierre-Heuzé. La méthodologie combine des observations participantes, des ateliers avec les habitants et des entretiens semi-directifs, visant à saisir leur vécu quotidien et leurs perceptions des politiques de transition.

Les résultats préliminaires révèlent un attachement fort au quartier, perçu comme convivial et marqué par une forte mixité culturelle (près de 80 nationalités). Les habitants mettent en avant des atouts comme les espaces verts, le centre scolaire ou encore l'ambiance « village », tout en soulignant des difficultés : insécurité liée aux points de deal, manque de commerces, problèmes de propreté, sentiment d'assignation résidentielle.

Concernant la transition écologique, une indifférence ou une distance initiale est constatée. L'écologie institutionnelle est souvent perçue comme « ne les concernant pas », les préoccupations économiques (charges, logement, emploi) passant avant. Pourtant, des pratiques ordinaires d'écologie populaire existent bel et bien : bricolages pour améliorer l'isolation, sobriété énergétique contrainte (réduction du chauffage, recours à des « systèmes D »), valorisation des espaces verts comme ressource collective. Ces pratiques relèvent moins d'une conscience écologique que d'une adaptation aux conditions socio-économiques précaires.

Les associations locales et dispositifs institutionnels jouent un rôle clé dans la diffusion de ces pratiques et dans la dynamique collective : conseils de quartier, cafés citoyens, associations soutenues par la ville (ex. Vent d'Ouest), pôle de vie. Ils permettent de créer des espaces de lien social et de sensibilisation à l'écologie, mais leur impact reste limité à une partie des habitants.

Un des constats saillants de l'étude est le sentiment de non-réciprocité : beaucoup d'habitants estiment que les institutions attendent leur participation sans répondre suffisamment à leurs besoins concrets (rénovation thermique des bâtiments, amélioration du cadre de vie, présence de relais de proximité). Cette asymétrie nourrit une défiance et fragilise l'engagement.

L'étude propose ainsi de renverser la logique de l'« embarquement » : plutôt que de chercher à embarquer les habitants dans un projet institutionnel préconstruit, il s'agit de reconnaître leurs pratiques, leurs attentes et leur expertise d'usage, et de penser les conditions dans lesquelles les institutions peuvent être embarquées par les habitants.
Ces premiers résultats mettent en lumière une écologie du quotidien, nourrie par des

pratiques d'adaptation, des formes de convivialité et des attentes très concrètes autour du cadre de vie. Ils invitent à considérer les quartiers populaires comme des terrains d'innovation sociale et écologique, à condition que la relation entre habitants et institutions repose sur une logique de reconnaissance et de réciprocité..

Discussion

Les questions ont principalement porté sur le rapport des habitants aux institutions. Plusieurs participants ont relevé l'importance du sentiment de non-réciprocité : les habitants sont sollicités pour participer, mais leurs attentes concrètes (rénovation, sécurité, cadre de vie) ne sont pas prises en compte.

Certains se sont interrogés sur le rôle des bailleurs sociaux et sur leur capacité à être de vrais relais de la transition. D'autres ont souligné la difficulté d'impliquer les habitants sans promesses tangibles de changement. Un débat s'est ouvert sur la possibilité de transformer la méfiance en confiance par des actions visibles et rapides.

Axe 2 – Du béhaviorisme aux communs énergétiques

Intervenant
Louis Lasnon, doctorant en sociologie et aménagement de l'espace, Université de Caen-Normandie, Chaire Arpenter

L'enjeu central de ce deuxième axe était d'analyser comment les pratiques de sobriété énergétique se déploient dans la vie quotidienne des habitants, et d'identifier les conditions de passage d'une approche centrée sur les comportements individuels (logique béhavioriste) à une logique de communs énergétiques, fondée sur la coopération et l'autogestion collective. Les notions clés mobilisées sont la sobriété énergétique, les pratiques ordinaires, et la notion de communs.

L'étude a été conduite par Louis Lasnon, à travers un dispositif méthodologique original reposant sur quatre ateliers participatifs organisés à Caen et réunissant 106 participants. Ces ateliers ont proposé une cartographie des pratiques ordinaires de sobriété et la conception de scénarios low-tech. Les données ont été analysées de façon qualitative et quantitative, permettant de mettre en évidence les représentations socio-énergétiques des habitants.

Les résultats révèlent plusieurs enseignements majeurs :

- une confusion persistante entre sobriété et efficacité : 53 % des pratiques identifiées relèvent bien de la sobriété (diminution volontaire des consommations), mais 47 % relèvent plutôt de l'efficacité (investissements techniques comme l'isolation) ;
- une prédominance de l'échelle individuelle dans les actions citées : éteindre la lumière, réduire la durée des douches, recycler, composter… Ces gestes traduisent une responsabilisation individuelle des habitants, mais restent peu reliés à une dynamique collective ;
- un brouillage des lignes entre gestes individuels et dispositifs institutionnels : certaines pratiques, initiées par les citoyens, ont été institutionnalisées (ex. compostage, recyclage) ; à l'inverse, certaines politiques publiques sont perçues comme des choix personnels (ex. prendre le tram, isoler son logement).

Les ateliers ont permis d'aller plus loin en imaginant des scénarios low-tech collectifs, comme le projet Pédasnack (un vélo dans une cour d'école produisant de l'énergie en échange de snacks invendus) ou un réseau d'éoliennes de quartier entretenu par les habitants. Ces expérimentations illustrent le passage d'une sobriété individuelle et contrainte à une sobriété partagée et conviviale, basée sur la coopération locale.

En conclusion, cet axe montre que si les pratiques de sobriété restent encore dominées par une logique individuelle, il existe des potentialités de mise en commun qui peuvent

transformer la relation entre habitants, institutions et ressources énergétiques. Le passage du béhaviorisme aux communs constitue ainsi une voie prometteuse pour des transitions plus démocratiques et collectives.

Discussion

Les échanges ont insisté sur la confusion entre sobriété et efficacité. Plusieurs participants se sont demandé comment clarifier ce vocabulaire pour qu'il soit compris et approprié par les habitants ?

Des questions ont également porté sur la mise à l'échelle des communs énergétiques : peut-on dépasser l'expérimentation (pédasnack, éoliennes de quartier) pour en faire un levier politique ? Certains ont souligné le risque de voir ces initiatives rester marginales si elles ne sont pas soutenues par les institutions.

Enfin, une réflexion a porté sur la place des jeunes générations, souvent plus sensibilisées aux enjeux écologiques, et sur leur rôle possible comme médiateurs dans la transition.

Axe 3 – Sobriété choisie, pratiques ordinaires et low-tech

Intervenante
Noémi Licini, Ingénieure d'étude CERREV Université de Caen-Normandie

L'enjeu central de ce troisième axe était de comprendre les conditions dans lesquelles la sobriété peut être vécue comme un choix collectif et désirable, plutôt que comme une contrainte subie, en s'appuyant sur les pratiques ordinaires et les expérimentations low-tech. Les notions clés mobilisées sont la sobriété choisie, la low-tech, et le faire ensemble.

Cet axe s'appuie sur le projet Écosolutions pour toutes et tous (ECOSOL), mené par l'association Vent d'Ouest avec l'accompagnement de la plateforme POPSU Caen. Le dispositif a réuni 14 habitants autour de dix ateliers mêlant réflexions collectives et fabrications pratiques d'objets low-tech (marmite norvégienne, jupes isolantes de casseroles, rideaux thermiques, dispositifs de cuisson économes, etc.).

L'approche méthodologique, fondée sur la co-construction et la participation active, visait à créer des conditions d'apprentissage collectif où chacun peut devenir acteur de la sobriété.

Les résultats soulignent plusieurs points :

- la force du collectif : les ateliers ont été vécus comme des espaces de convivialité, de partage d'expérience et d'entraide, ce qui a facilité l'appropriation des dispositifs low-tech ;
- la dimension concrète de la low-tech : fabriquer un objet rend la sobriété tangible et accessible, loin du caractère souvent abstrait des politiques énergétiques ;
- des freins persistants : difficulté à mobiliser les habitants les plus précaires, contraintes de temps et de ressources pour élargir la participation au-delà d'un petit groupe.

Ces pratiques témoignent d'une écologie du faire, fondée sur l'expérimentation, la débrouille et le réapprentissage de gestes simples. Elles permettent aussi de valoriser des savoirs vernaculaires et des expertises profanes, qui peuvent compléter les approches techniques et scientifiques.

En conclusion, cet axe montre que la sobriété choisie est possible lorsqu'elle est inscrite dans des démarches collectives et pratiques, où l'on fabrique ensemble les conditions d'un quotidien plus sobre et convivial. La question de l'essaimage reste ouverte : comment passer de ces micro-expériences à des politiques publiques intégrant réellement les démarches low-tech et soutenant leur diffusion sans les dénaturer ?

Discussion

Les discussions ont mis en avant la richesse des ateliers low-tech : convivialité, apprentissage collectif, appropriation pratique. Mais plusieurs questions ont émergé :

- Comment toucher les habitants les plus précaires, souvent absents de ces dispositifs ?
- Comment assurer la pérennité de ces expériences au-delà d'un petit groupe motivé ?
- Comment relier ces pratiques au niveau institutionnel sans les dénaturer ?

Un participant a insisté sur la nécessité de penser la diffusion des savoir-faire low-tech dans les écoles, centres sociaux ou espaces publics, afin qu'ils irriguent plus largement le territoire.

Synthèse transversale des axes de recherche

La présentation des trois axes de recherche de la plateforme caennaise met en lumière des enseignements communs, qui dépassent chacun des terrains spécifiques pour éclairer la question sociale dans les transitions.

D'abord, les enquêtes soulignent l'importance des pratiques ordinaires déjà présentes dans les quartiers populaires : sobriété énergétique contrainte, bricolages pour améliorer l'isolation, débrouille alimentaire, jardinage, recyclage ou encore usage créatif des espaces publics. Ces pratiques relèvent souvent d'une logique de survie ou d'adaptation à des contraintes économiques, mais elles constituent aussi une base précieuse pour construire une écologie populaire fondée sur le quotidien.

Ensuite, les recherches révèlent le poids déterminant des inégalités sociales et territoriales. Les préoccupations économiques (logement, factures, emploi) passent avant l'écologie institutionnelle, souvent perçue comme éloignée. Dans ce contexte, les habitants expriment une attente forte de réciprocité : ils acceptent de participer aux démarches locales à condition que les institutions répondent concrètement à leurs besoins (rénovation thermique, amélioration du cadre de vie, services de proximité).

Enfin, ces axes interrogent la manière dont les politiques publiques abordent la participation. La logique classique de l'« embarquement » des citoyens dans la transition apparaît insuffisante. Les travaux invitent à renverser la perspective : penser des démarches où les institutions sont elles-mêmes embarquées par les habitants, en reconnaissant leurs savoirs d'usage, leur expertise profane et leur capacité d'expérimentation (low-tech, communs énergétiques, initiatives associatives).

Pris ensemble, ces enseignements esquissent une transition écologique qui n'est pas seulement affaire de technologies ou de comportements individuels, mais une trajectoire collective et négociée, où se confrontent intérêts sociaux, attentes citoyennes et impératifs environnementaux.

Discussion transversale

La discussion collective a mis en évidence trois tensions récurrentes :

1. Individuel vs collectif : comment dépasser la focalisation sur les comportements individuels pour penser la transition comme une trajectoire collective ?
2. Participation vs réciprocité : comment garantir que la participation citoyenne s'accompagne de réponses institutionnelles concrètes ?
3. Expérimentation vs généralisation : comment faire passer des initiatives locales (low-tech, communs, bricolages populaires) à l'échelle de politiques publiques sans les dénaturer ?

Un dernier échange a rappelé que la transition devait être envisagée comme une négociation permanente entre habitants, institutions et chercheurs, et non comme un simple transfert de solutions descendantes.

DEUXIÈME SÉQUENCE
Présentation des travaux de la plateforme de Caen

Intervenants
Camille Durand, chargée de mission accompagnement social aux transitions et politique de la ville - Grenoble Alpes Métropole
Maxime Pailler, post-doctorant, chaire TMAP, Sciences Po Rennes

Deux contributions extérieures sont venues enrichir cette matinée, en apportant des éclairages complémentaires sur la manière dont les transitions peuvent être saisies à travers des expérimentations locales et des coopérations territoriales.

Les « Défis cuisine »

Présenté par la direction du développement social de Grenoble Alpes Métropole, ce projet illustre la manière dont la transition alimentaire peut devenir un levier de participation citoyenne dans les quartiers populaires. Intitulés « Le climat dans mon assiette », les « Défis cuisine » ont mobilisé des habitants de quartiers prioritaires autour d'ateliers collectifs visant à cuisiner des plats à faible empreinte carbone avec un budget limité. Le dispositif a combiné sensibilisation aux enjeux climat/santé, accompagnement par des associations (AGEDEN, Promotion Santé ARA) et concours final devant un jury.

Au-delà de l'aspect ludique et convivial, ces défis ont permis de réduire la distance entre transition et quotidien, en abordant l'écologie par un angle concret (l'alimentation), en valorisant les savoir-faire culinaires et en renforçant le lien social dans les quartiers. L'expérience montre que la participation peut émerger dès lors que la transition est reliée à des préoccupations tangibles et qu'elle permet de mettre en avant les compétences des habitants.

Discussion

Plusieurs participants ont salué l'idée de partir du quotidien et des savoir-faire culinaires des habitants, qui permet de rendre l'écologie plus concrète et accessible.

Quelques questions sont revenues de manière récurrente :

- **Comment éviter que ces actions restent ponctuelles ou événementielles** (ex. concours), et trouver les moyens d'en assurer la pérennité dans les quartiers ?
- **Comment impliquer les habitants les plus éloignés des dispositifs associatifs ou institutionnels ?** Certains ont suggéré de passer par les écoles, les cantines ou les centres sociaux comme relais plus durables ;
- **Un débat a aussi émergé sur la dimension économique** : cuisiner bas-carbone avec 5 €/personne reste possible dans un cadre d'atelier accompagné, mais comment cela se transpose-t-il dans la vie quotidienne des familles à petit budget ?

Enfin, plusieurs participants ont souligné que ce type d'initiative permet de changer le regard sur les habitants : plutôt que de les voir comme des « publics à sensibiliser », les reconnaître comme porteurs de compétences et de solutions.

Évolution des systèmes territoriaux et dynamiques coopératives

La seconde contribution, présentée par Maxime Pailler (post-doctorant, Chaire TMAP), portait sur une recherche-action menée en Ille-et-Vilaine sur les coopérations territoriales face à la transition. L'enquête s'appuie sur des entretiens approfondis avec des élus et techniciens de huit intercommunalités, ainsi que sur l'observation des instances du contrat de coopération rennais.

Les premiers résultats montrent que la transition constitue une véritable « épreuve » pour les systèmes territoriaux d'action publique : elle oblige à repenser les échelles d'intervention, à dépasser la standardisation des récits d'attractivité et à inventer de nouvelles formes de coopération. Plusieurs constats ressortent : le rôle central des dynamiques informelles (plus déterminantes que les dispositifs formels), l'importance des récits sensibles et des représentations locales, mais aussi la difficulté des EPCI à sortir d'une logique centrée sur l'équipement au profit d'une réflexion de long terme sur les ressources (humaines, naturelles, financières).

Cette recherche invite à considérer la transition comme un moment de recomposition des coopérations, où l'enjeu n'est pas seulement d'adopter des instruments techniques, mais aussi de renforcer la capacité des acteurs publics à travailler ensemble, entre institutions, avec les habitants et avec d'autres échelles.

Discussion

Les échanges se sont concentrés sur la manière dont la transition met à l'épreuve les institutions locales.

Trois grandes questions ont émergé :

- **Quelle place pour les dynamiques informelles ?** Plusieurs participants ont relevé que les coopérations les plus fécondes naissent souvent en dehors des cadres formels. Mais comment leur donner une reconnaissance institutionnelle sans les rigidifier ?
- **Comment dépasser la logique de l'équipement ?** Des élus ont reconnu que beaucoup d'intercommunalités restent centrées sur des investissements visibles (piscines, ZAE, infrastructures), alors que la transition exige d'inventer des politiques plus transversales (accompagnement des ménages, gestion durable des ressources).
- **Quelles conditions pour faire travailler ensemble des échelles différentes** (communes, intercommunalités, métropoles, régions) ? Certains ont insisté sur la difficulté à construire des coalitions locales de transition, quand chaque échelon poursuit ses propres priorités.

Enfin, un point a particulièrement nourri la discussion : la standardisation des récits d'attractivité (ville durable, smart city, etc.), souvent déconnectés des réalités locales. Plusieurs participants ont souligné le besoin de récits plus situés et sensibles, capables de donner du sens aux coopérations territoriales.

Enseignements croisés

Ces deux contributions montrent que la participation et la coopération se construisent à partir de situations concrètes :

- à Grenoble, en partant du quotidien des habitants (alimentation, convivialité, santé) pour rendre la transition désirable et accessible ;
- en Ille-et-Vilaine, en observant les recompositions institutionnelles face à la complexité des enjeux, qui obligent à inventer de nouvelles formes de gouvernance.

Ensemble, elles rappellent que la transition socio-écologique est à la fois une affaire d'ancrage dans les pratiques ordinaires et de capacités collectives à coopérer et à se réinventer.

APRÈS-MIDI : SÉQUENCE DE TRAVAIL INTERNE À LA PLATEFORME DE CAEN

L'après-midi a été consacré à un temps de travail interne de l'équipe *POPSU* Caen. Cette séquence, moins publique, avait pour objectif de tirer les enseignements de la matinée, de confronter les trois axes de recherche entre eux et de dégager des perspectives de poursuite et de valorisation.

Les discussions ont mis en évidence plusieurs points communs entre les trois axes :

- Tous soulignent le rôle déterminant des pratiques ordinaires (débrouille énergétique, bricolage, fabrication low-tech, sobriété du quotidien) comme point d'entrée dans la transition ;
- La question des inégalités sociales et territoriales traverse l'ensemble des terrains : la précarité énergétique et les contraintes économiques conditionnent largement la capacité d'engagement des habitants ;
- Les travaux invitent à renverser la perspective : plutôt que de chercher seulement à embarquer les habitants dans les dispositifs, il s'agit de reconnaître la manière dont les institutions elles-mêmes peuvent être embarquées par les habitants, à partir de leurs besoins et de leurs savoirs d'usage.

Les échanges ont également permis de souligner les complémentarités :

- L'axe 1 (quartiers populaires) offre un regard ancré dans le vécu et les attentes concrètes des habitants ;
- L'axe 2 (sobriété et communs énergétiques) ouvre sur des perspectives collectives et systémiques, en dépassant la logique des gestes individuels ;
- L'axe 3 (low-tech) illustre la dimension pratique et conviviale de la sobriété choisie, en valorisant l'apprentissage collectif et la co-construction.

Ces approches se renforcent mutuellement et dessinent une trajectoire commune autour de la justice sociale, de la sobriété partagée et de la démocratie contributive.

L'équipe a identifié plusieurs axes de consolidation et de prolongement :

- Approfondir l'analyse des inégalités dans la transition : mieux documenter les freins liés aux conditions de logement, au rapport aux institutions et aux ressources disponibles.
- Valoriser les savoirs d'usage : intégrer davantage les récits, pratiques et expérimentations habitantes dans les livrables scientifiques et les dispositifs d'action publique.
- Expérimenter l'articulation entre low-tech et politiques publiques : explorer comment les initiatives locales (comme ECOSOL) peuvent être soutenues sans être dénaturées.
- Travailler la mise à l'échelle : réfléchir à la manière dont des pratiques émergentes (communs énergétiques, bricolages populaires, cuisines collectives) peuvent être diffusées et reconnues dans les politiques de transition.

Un consensus s'est dégagé sur l'importance de renforcer :

- les liens avec les acteurs institutionnels (Ville de Caen, Caen la Mer, bailleurs, services techniques), afin d'assurer une traduction concrète des recherches dans l'action publique ;
- les partenariats associatifs (Vent d'Ouest, centres sociaux, CPIE, Le Dôme) qui constituent des relais essentiels de l'expérimentation et de la participation ;
- la diffusion grand public des résultats, via des formats accessibles (ateliers, expositions, kits pédagogiques) et des événements de médiation.

Ainsi, ce travail interne a confirmé la cohérence d'ensemble de la plateforme caennaise autour de trois piliers :

1. **Justice sociale** : intégrer les inégalités dans la compréhension et la conduite des transitions.
2. **Sobriété partagée** : dépasser la sobriété subie pour ouvrir des voies de sobriété choisie et collective.
3. **Démocratie contributive** : reconnaître les habitants comme porteurs de savoirs et de pratiques, et engager les institutions dans une logique de réciprocité.

Cette réflexion collective ouvre des perspectives pour la suite du programme : renforcer la transversalité entre axes, développer des expérimentations à l'échelle des quartiers, et contribuer à la capitalisation nationale de *POPSU Transitions* en matière de justice sociale et transition écologique.

CONCLUSION

Cette seconde séance de l'atelier national *POPSU Transitions* a permis d'explorer la manière dont les habitants peuvent être embarqués – ou au contraire embarquer eux-mêmes les institutions – dans les dynamiques de transition socio-écologique. En s'appuyant sur les recherches de la plateforme de Caen, les discussions ont mis en évidence la force des pratiques ordinaires de sobriété, souvent issues de la débrouille et de l'adaptation, ainsi que les inégalités sociales et territoriales qui conditionnent la possibilité d'un engagement citoyen.

Les échanges de la matinée et les contributions inter-plateformes (Grenoble et Ille-et-Vilaine) ont confirmé que la participation citoyenne et la justice sociale constituent à la fois une contrainte et un moteur de la transition écologique. Ils invitent à dépasser l'injonction descendante au changement de comportements, pour penser des démarches de démocratie contributive et négociée, où les habitants ne sont pas seulement sollicités mais reconnus comme détenteurs de savoirs d'usage et de capacités d'innovation.

Un des débats centraux a porté sur la question de la réciprocité : comment éviter que la reconnaissance des pratiques populaires de sobriété reste symbolique, sans prise en compte concrète dans l'action publique ? La nécessité de relier expérimentations locales et politiques publiques a été soulignée, afin de ne pas enfermer ces pratiques dans la marge, mais de les transformer en leviers d'action collectifs et durables.

L'après-midi, la réflexion interne de la plateforme a ouvert des pistes de consolidation et de poursuite : mieux documenter les inégalités, explorer les conditions d'essaimage des démarches low-tech, renforcer les coopérations avec les acteurs institutionnels et associatifs, et penser les modalités concrètes d'une sobriété choisie et partagée.

Dans la continuité des propos de Marie-Christine Jaillet, cette journée a rappelé la nécessaire réflexivité des chercheurs et des acteurs publics : reconnaître les pratiques ordinaires, sans les survaloriser lorsqu'elles relèvent de la contrainte économique, et construire avec les habitants des trajectoires de transition qui soient justes, désirables et collectives.

Ces enseignements ouvrent la voie à des apports essentiels pour les étapes suivantes de l'atelier national et pour les acteurs publics engagés dans la transition.

Présent	Fonction	Plateforme
François Millet	responsable de la médiation culturelle - Le Dôme	*POPSU* Caen
Thimoté Lebrun	chef de projets en médiation - Le Dôme	*POPSU* Caen
Peggy Marchaland	cheffe de service transition écologique Communauté urbaine Caen la mer / Ville de Caen	*POPSU* Caen
Noémi Licini	ingénieure d'études en sociologie et chargée d'étude, Université de Caen Normandie	*POPSU* Caen
Aurélie Bourbonnais	responsable du Pôle Rénovation Urbaine à la Direction de l'Urbanisme - Ville de Caen	*POPSU* Caen
Arnaud Morange	maître de conférences en sociologie, Institut régional du travail social, Caen	*POPSU* Caen
Quentin Mateus	coordinateur des enquêtes du Low-Tech Lab - Low-Tech Lab	
Sophie Bringuy	responsable-coordinatrice de Vent-d'Ouest	*POPSU* Caen
Maxime Pailler	chercheur postdoctorant, Chaire Territoires et Mutations de l'Action Publique	*POPSU* Rennes
Fabien Nadou	professeur en développement territorial et d'économie régionale, EM Normandie	*POPSU* Caen
Sébastien Bourdin	professeur de géographie économique, École de Management de Normandie	*POPSU* Rennes
Frédérick Lemarchand	professeur à l'Université de Caen Normandie, référent scientifique	*POPSU* Caen
Louis Lasnon	doctorant en sociologie, Chaire Arpenter, CERREV, Université Caen Normandie	*POPSU* Caen
Nicolas Escach	maire-adjoint de la ville de Caen (Ville durable et Transition écologique) Ville de Caen	*POPSU* Caen
Nathalie Montigné	chargée de mission Transition écologique - Ville de Caen	*POPSU* Caen
Guillaume Lacroix	directeur du programme *POPSU Transitions* – GIP EPAU	
Marie-Christine Jaillet	coordinatrice des responsables scientifiques nationaux de *POPSU Transitions* – GIP EPAU	

En distanciel	Fonction	
Charlène Wagnon	doctorante CIFRE POPSU - CUD/ULCO	POPSU Dunkerque
Sylvain Dournel	ingénieur de recherche - Université d'Orléans	POPSU Berry
Marc Dumont	professeur en urbanisme - Université de Lille	POPSU Lille
Hervé Marchal	professeur à l'Université de Bourgogne	POPSU Dijon
Christine Fournioux	directrice des politiques contractuelles Clermont Auvergne Métropole	POPSU Clermont-Ferrand
Christine Azankpo	co-présidente - CNCD	
Marie Paule Rousseau	chargée de mission partenariats - École d'urbanisme de Paris	POPSU Grand Paris
Nina Agenor	chargée de mission Laboratoire d'Innovation pour la Transition Écologique - Le Mans Métropole	POPSU Le Mans
Camille Durand	chargée de mission accompagnement social aux transitions et politique de la ville - Grenoble Alpes Métropole	POPSU Grenoble

Les cahiers POPSU et suppléments de Libération en mars 2024. Crédit photo : Marcella Barbieri

LE PROGRAMME
POPSU Transitions

Lancé par le GIP EPAU en 2023, dans la continuité de *POPSU Métropoles*, *POPSU Transitions* est un programme de recherche-action national. Il rassemble 23 plateformes territoriales associant élus, acteurs, et chercheurs pour observer, documenter et accompagner les chemins de la transition socio-écologique des grandes villes françaises.

L'urgence climatique oblige à la mise en œuvre de politiques ambitieuses qui requièrent une transformation qui croise ruptures radicales et évolutions maîtrisées et négociées. Il s'agit donc de décrire ces mutations, de les expliquer et de les comprendre pour mieux les construire.

Six principes guident *POPSU Transitions* :

Une conception systémique des transitions

Les transitions ne concernent pas uniquement l'urgence écologique, elles doivent s'appréhender de manière systémique, en mettant en jeu les questions sociales, numériques, économiques, politiques, culturelles et d'aménagement.

Le pari interterritorial

Afin de rompre avec l'opposition entre « grandes » et « petites » villes, *POPSU Transitions* engage des recherches à l'échelle des grands territoires. Ainsi, les collectivités membres du programme sont des métropoles, des grandes villes moyennes et leurs agglomérations, ainsi que des territoires associant plusieurs villes et leurs environnements. Les périmètres de travail débordent systématiquement les frontières administratives pour s'inscrire dans des systèmes territoriaux larges. Le programme s'enrichit de l'arrivée d'une dizaine de nouvelles plateformes, élargissant la palette des situations territoriales.

La pluridisciplinarité

Des approches associant enquêtes qualitatives et approches statistiques et quantitatives favorisent le décloisonnement entre disciplines et l'association entre sciences sociales de l'urbain, sciences de l'environnement et sciences de l'ingénieur.

Un soutien aux jeunes chercheurs

Engagé dans la promotion d'une nouvelle génération de chercheurs en études urbaines, *POPSU Transitions* renforce son programme doctoral en développant des conventions CIFRE en partenariat avec la Chaire Arpenter animée par le GIP EPAU et Léonard.

Un programme multi-partenarial

Le programme bénéficie du soutien de partenaires institutionnels publics : la DGALN et le PUCA, l'ADEME, l'Institut de la Recherche de la Caisse des Dépôts, France Urbaine, Intercommunalités de France, la Fédération nationale des agences d'urbanisme et la Coordination nationale des conseils de développement.

La valorisation des résultats

Les travaux sont valorisés par la publication des Cahiers POPSU (éditions Autrement), des films sous la forme de webséries produites par l'agence CAPA, des événements scientifiques, des manifestations « grand public » et des séminaires avec les services et les élus, aux échelles nationale et locale.

LES COLLECTIVITÉS PARTENAIRES

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

EPAU GROUPEMENT D'INTÉRÊT PUBLIC
L'Europe des Projets Architecturaux et Urbains

popsu.archi.fr
@popsu_programme
popsu
POPSU-Programmes

Tour Séquoia - 1 place Carpeaux
Ministère de la Transition écologique
et de la Cohésion des territoires
92800 Puteaux
epau.archi.fr

CONTACT

Guillaume Lacroix, directeur du programme *POPSU Transitions*
guillaume.lacroix@developpement-durable.gouv.fr

RESPONSABLE SCIENTIFIQUE DE L'ATELIER NATIONAL

Marie-Christine Jaillet, directrice de recherche émérite au CNRS, coordinatrice des responsables scientifiques nationaux de *POPSU Transitions*